

“ 3o. A l’avenir. Les pouvoirs spirituels que l’évêque de Québec exerce lui viennent de l’église, par la voie du souverain pontife. Il ne lui est permis ni de s’en dépouiller en tout ou en partie, ni de les tirer d’une autre source. Mais les fonctions spirituelles ont certains effets extérieurs et civils, et c’est seulement par rapport à ces effets civils et extérieurs, qu’il sent le besoin d’être autorisé à continuer les fonctions de ses prédécesseurs, dans les mêmes principes et avec la même déférence pour les autorités établies, de manière à ne pas rencontrer d’entraves, qui troubleraient la liberté dont lui et ses prédécesseurs ont joui jusqu’à ce jour.... sans procurer aucun avantage au gouvernement.”

“ Il désire donc que lui et ses successeurs soient civilement reconnus pour évêques catholiques romains de Québec, ayant sous leur juridiction épiscopale tous les sujets catholiques de S. M. établis dans les provinces du Haut et du Bas-Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, et dans les îles du Cap-Breton, du Prince-Edouard et de la Magdelaine, et que les dits évêques puissent jouir d’une manière avouée, des droits et prérogatives jusqu’à présent exercés sans interruption par ceux qui les ont précédés dans le gouvernement de l’église du Canada ; de plus, que la propriété du palais épiscopal soit confirmée aux évêques catholiques romains de Québec, et qu’ils puissent transmettre à leurs successeurs évêques les acquisitions qu’ils feront en leur qualité.”

“ Tout occupé du soin de son église, le soussigné